



**PRÉFET
DU VAL-
DE-MARNE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

Affaire suivie par Michèle NICOLAS
michele.nicolas@val-de-marne.gouv.fr

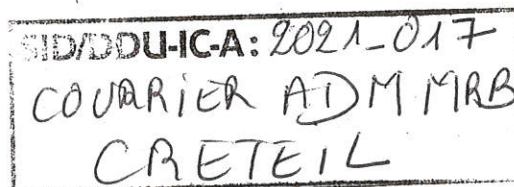
Dossier n° : 94 35 094 2011/1067
(à rappeler dans toute correspondance)
Commune : CRETEIL

Direction de la coordination des politiques
publiques et de l'appui territorial

Bureau de l'environnement et des procédures d'utilité publique

Créteil, le **16 FEV. 2021**

18 FEV. 2021



RECOMMANDEE AVEC AR

1A 185 754 26 60 6

Monsieur,

La Direction régionale et interdépartementale de l'environnement et de l'énergie d'Ile-de-France, Unité départementale du Val-de-Marne (DRIEE-IF/UD94) a effectué le 20 octobre 2020 une visite de votre Centre Bus sis route de Pompadour à Créteil.

Lors de ce déplacement, il a été constaté l'existence de non-conformités notables, et notamment le non-respect des conditions 1.2.7, 1.5.5, 2.1.2, 2.3.2 et 2.4.2 des prescriptions techniques de l'arrêté préfectoral n° 2019/3738 du 19 novembre 2019.

Par lettre recommandée en date du 29 décembre 2020, je vous ai transmis mon projet de mise en demeure de respecter la réglementation applicable.

Par courrier en date du 20 janvier 2021, vous m'avez transmis vos remarques concernant ce projet d'arrêté.

Aussi, en application de l'article L.171-8 du code de l'environnement, vous trouverez, ci-joint, une copie de mon arrêté de mise en demeure tenant compte de vos observations.

Veuillez agréer, Monsieur, l'expression de ma considération distinguée.

Pour le Préfet et par délégation,
Le Sous-préfet de Nogent-sur-Marne

Bachir BAKHTI

Monsieur José HIDRIO
Responsable ICPE
Société RATP
LAC B 916
54 quai de la Rapée
75 599 Paris Cedex 12

Copie à :
DRIEE/UD94
Monsieur le Maire de Créteil



**PRÉFET
DU VAL-
DE-MARNE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

DIRECTION DE LA COORDINATION DES POLITIQUES PUBLIQUES
ET DE L'APPUI TERRITORIAL

BUREAU DE L'ENVIRONNEMENT ET
DES PROCEDURES D'UTILITE PUBLIQUE

DOSSIER N° 94 35 094 2011/1067

ARRÊTÉ N°2021/00395 du **16 FEV. 2021**

**portant mise en demeure
au titre des installations classées pour la protection de l'environnement (ICPE)
RATP - Centre Bus de CRETEIL
sis angle de l'avenue du Maréchal Foch et de la route de la Pompadour**

Le Préfet du Val-de-Marne,
Chevalier de la Légion d'honneur
Officier de l'Ordre national du mérite

VU le livre V du code de l'environnement, et notamment ses articles L. 171-6, L. 171-8, L.172-1, L. 511-1, L.514-5 ;

VU l'arrêté préfectoral n°2019/3738 du 19 novembre 2019 portant réglementation complémentaire des installations classées exploitées par la RATP au Centre Bus de CRETEIL situé angle de l'avenue du Maréchal Foch et de la route de la Pompadour ;

VU l'arrêté préfectoral n°2020/2516 du 8 septembre 2020 portant délégation de signature à Monsieur Bachir BAKHTI, Sous-Préfet de Nogent-sur-Marne ;

VU le rapport de l'inspection des installations classées, daté du 1er décembre 2020, relatif à la visite d'inspection du 20 octobre 2020 et transmis à l'exploitant, conformément aux articles L. 171-6 et L. 514-5 du code de l'environnement ;

VU le courrier du 29 décembre 2020 à l'exploitant l'informant de la décision de mise en demeure susceptible d'être prise à son encontre et de la possibilité de présenter ses observations sous un délai de 15 jours ;

VU le courrier en réponse du 20 janvier 2021 du groupe RATP ;

CONSIDÉRANT que lors de la visite du 20 octobre 2020, l'inspection des installations classées a constaté l'existence des non-conformités notables aux prescriptions techniques suivantes de l'arrêté préfectoral n° 2019/3738 du 19 novembre 2019 précité, détaillées dans le rapport du 1^{er} décembre 2020 précité :

- 1.2.7 : installations électriques,
- 1.5.5 : valeurs limites de rejet dans l'eau,
- 2.1.2 : implantation,
- 2.3.2 : réservoirs et annexes,
- 2.4.2 : distributeurs et annexes ;

CONSIDERANT qu'il ressort du courrier de la RATP du 20 janvier 2021 précité que :

- l'emplacement de la coupure générale électrique du site a été identifiée, ce qui peut lever la non-conformité relative à la condition 1.2.7 précitée ;
- l'exploitant a transmis un rapport de contrôle des rejets aqueux permettant de lever la non-conformité constatée (condition 1.5.5 précitée), telle que formalisée dans le rapport d'inspection du 1^{er} décembre 2020 précité ;
- les éléments transmis relatif à l'implantation du site et aux échanges avec la société voisine ne sont pas suffisants pour statuer sur la maîtrise des effets pouvant sortir du site, telle que mentionnée dans la condition 2.1.2 précitée ;
- les réponses concernant les conditions 2.3.2 et 2.4.2 confirment le non-respect de ces dernières ;

CONSIDERANT que cette situation porte atteinte aux intérêts visés à l'article L. 511-1 du code de l'environnement ;

CONSIDERANT que face à ces manquements, il y a lieu, conformément à l'article L. 171-8-I du code de l'environnement, de mettre en demeure la société RATP de respecter les conditions des différents articles précités, pour son Centre Bus de CRETEIL ;

SUR proposition de la Secrétaire générale de la préfecture du Val-de-Marne,

ARRÊTE

Article 1 :

A compter de la notification du présent arrêté, la société RATP (Centre Bus de CRETEIL) sis angle de l'avenue du Maréchal Foch et de la route de la Pompadour est mise en demeure de respecter les prescriptions techniques de l'arrêté préfectoral n° 2019/3738 du 19 novembre 2019.

Il convient notamment de respecter, dans un délai de trois mois :

- l'article 2.1.2 (implantation des installations) ;
- l'article 2.3.2 (réservoirs et annexes) ;
- l'article 2.4.2 (distributeurs et annexes).

Article 2 :

Dans le cas où les obligations à l'article 1 ne seraient pas satisfaites dans les délais prévus à ce même article et indépendamment des poursuites pénales qui pourraient être engagées, il pourra être pris à l'encontre de l'exploitant les sanctions prévues à l'article L.171-8.II du code de l'environnement.

Article 3:

La présente décision, soumise à un contentieux de pleine juridiction en application de l'article L. 171-11 du code de l'environnement, peut être déférée au Tribunal administratif de Melun dans un délai de deux mois à compter de la date de sa notification ou de sa publication.

La présente décision peut faire l'objet de recours administratifs :

- recours gracieux auprès du préfet du Val-de-Marne, 21-29 avenue du Général de Gaulle, 94 038 Créteil Cedex ;
- recours hiérarchique auprès du Ministre de la transition écologique et solidaire, 246 boulevard Saint-Germain, 75 007 Paris.

L'exercice d'un recours administratif proroge de deux mois les délais de recours contentieux mentionnés ci-dessus.

Article 4 :

La Secrétaire générale de la préfecture du Val-de-Marne, le Maire de la commune de Créteil et le Directeur régional et interdépartemental de l'environnement et de l'énergie d'Ile-de-France sont chargés, chacun en ce qui concerne, de l'exécution du présent arrêté, qui sera notifié à la Société RATP Centre Bus de CRETEIL et mis en ligne sur le site internet national de l'inspection des installations classées.

Pour le Préfet et par délégation,
Le Sous-Préfet de Nogent-sur-Marne

A handwritten signature in blue ink, consisting of a horizontal line with a diagonal stroke crossing it from the bottom left.

Bachir BAKHTI